



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 23 JUIN 2015



Un militaire français pilote un drone Harfang à Niamey, au Niger. L'appareil sera-t-il bientôt commandé depuis Cognac ? P. DESMAZES/AFIP

Des drones pilotés depuis Cognac ?

La France a toujours envoyé ses équipages sur place. Mais l'armée de l'air envisage de commander des vols depuis la Charente

PIERRE TILLINAC
p.tillinac@sudouest.fr

Dans le ciel africain, les drones tournent presque sans arrêt au-dessus des déserts de sable et de pierre, des pistes et des villages. Les appareils, qui peuvent rester vingt heures en l'air, et parfois même plus, sont devenus les « yeux indispensables » de la force Barkhane, déployée sur quatre pays de la bande sahélo-saharienne (« BSS » en jargon militaire) : Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso. Un immense territoire grand comme cinq fois la France.

Les drones Harfang sont arrivés au mois de janvier 2013, une semaine seulement après le déclenchement de l'opération Serval, lancée pour empêcher des groupes de djihadistes de descendre vers Bamako. Les deux premiers drones Reaper les ont rejoints au mois de décembre de la même année, et un troisième est entré en service en mai 2015. Par rapport aux Harfang, qui utilisent une technologie de la fin des années 1990, les Reaper améri-

cains offrent plus de possibilités. « C'est une autre génération d'appareils. Ils vont plus vite, plus haut, et ils voient plus loin », résume un officier. Ces avions sans pilote embarqués sont tous basés au Niger, où la France dispose également de trois Mirage 2000. Après l'Afghanistan et la Libye, la BSS est le troisième théâtre sur lequel sont projetés les équipages et les mécaniciens du seul escadron de drones que possède l'armée de l'air française : le 1-33 Belfort, implanté à Cognac.

En action jour et nuit

Les pilotes, les interprètes d'image et les officiers de renseignement, qui travaillent ensemble vingt-quatre heures sur vingt-quatre derrière plusieurs écrans dans des cabines climatisées, sont basés sur l'emprise de l'aéroport civil de Niamey, entre la ville et le désert. Contrairement aux Américains qui pilotent leurs drones depuis la base de Creech, dans le Nevada, la France a en effet toujours installé ses cockpits au plus près des opérations. Hier, la base américaine de Bagram en Afghanis-

tan, aujourd'hui le détachement air de Niamey au Niger. Demain, des équipages pourraient également intervenir depuis la France. Le général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air, a en effet récemment fait savoir qu'une réflexion était engagée autour de l'installation d'une cabine de pilotage à Cognac.

La décision ne dépend pas uniquement des autorités françaises. Les Américains, qui ont un droit de regard sur l'utilisation des matériels qu'ils vendent, doivent délivrer leur feu vert. Mais ils ont déjà donné leur accord pour que les Britanniques et les Italiens puissent piloter leurs Reaper depuis leur territoire national.

5 000 kilomètres de distance

Les militaires français ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à com-

mander leurs drones depuis la base charentaise. L'année dernière, une première expérimentation a permis de « valider la capacité de pilotage d'un drone Harfang décollé de sa base de déploiement en opérations extérieures depuis un cockpit en France ». Concrètement, pendant une heure, le cockpit de Cognac a pris le contrôle d'un appareil qui avait décollé de Niamey à 5 000 kilomètres de distance, et mis en œuvre son capteur principal.

Selon le ministère de la Défense, l'opération s'est déroulée « sans encombre » et a « pleinement donné satisfaction ». « Cette nouvelle capacité prometteuse, ajoute-t-il, doit cependant amener à développer les réflexions sur la notion de distanciation et ses conséquences, phénomène rencontré par nos alliés notamment. » Techniquement, pour

PROSPECTIVE

Drones de combat : pour quand ?

L'armée de l'air française dispose de drones Harfang, achetés à Israël, et Reaper, fabriqués par les États-Unis. Il s'agit de drones Male (moyenne altitude et longue endurance) qui assurent uniquement des missions de surveillance et de reconnaissance.

À ce jour, la France ne possède pas de drones de combat... mais elle y pense. Au Salon du Bourget, un film de la Direction générale de l'armement évoquait récemment

la guerre du futur avec l'engagement conjoint de Rafale et de drones aux environs de 2025, ceux-ci effectuant des opérations de bombardement des systèmes antiaériens pour ouvrir la voie aux avions.

La France et la Grande-Bretagne ont récemment engagé des études industrielles pour un futur drone de combat, le FCAS (Future Combat Air System), avec l'espoir de ne pas se laisser distancer par les Américains.

le Reaper, la manœuvre n'est pas plus complexe - même si elle exige l'acquisition de nouvelles capacités -, mais elle ne peut pas être réalisée sans l'autorisation des États-Unis. Si elle envisage aujourd'hui de piloter des drones depuis Cognac, l'armée de l'air française précise toutefois qu'elle n'a absolument pas l'intention de renoncer aux projections d'équipage sur les théâtres d'opérations. « La doctrine d'emploi demeure le déploiement du plot drones au plus près de l'action et des troupes soutenues, gage d'efficacité et de réactivité », réaffirme le ministère.

Manque de formation

« Mais si nous pouvions piloter les drones depuis Cognac, cela nous permettrait de faire face facilement à des pics d'activité en opération et de former et d'entraîner les équipages en France », relève le colonel Patry, commandant en second de la brigade aérienne de l'aviation de chasse.

« La France a commandé en 2015 trois appareils de plus »

Pour l'instant, la formation est assurée aux États-Unis, et, compte tenu du nombre de demandes, les listes d'attente ont tendance à s'allonger. Aujourd'hui, la France dispose de neuf équipes formées. Cinq autres devraient l'être début 2016. Chaque équipe compte quatre personnes. Avec un cockpit opérationnel à Cognac, l'armée de l'air aurait enfin les moyens de maîtriser ses programmes de formation, alors que la demande ne va faire qu'augmenter.

Trouver son indépendance

« Les drones, plus on en a, plus on en a besoin », rappelait récemment le général Mercier. « La difficulté, c'est que, comme ils volent énormément et enchaînent les missions de vingt-quatre heures, je n'ai pas assez d'équipages et nos gens tournent trop en opex [opération extérieure NDLR]. » Depuis leur engagement, les drones Reaper ont réalisé plus de 350 missions de jour et de nuit et dépassé les 5 000 heures de vol.

La France a commandé cette année un système supplémentaire, c'est-à-dire trois drones de plus avec deux ans d'avance sur le projet initial. Au total, la loi de programmation militaire prévoyait de doter l'armée française de 12 drones moyenne altitude et longue endurance (Male) d'ici à 2019 pour assurer des missions dites de surveillance et préparer des frappes aériennes ou des interventions au sol. La France s'est aussi engagée avec l'Allemagne et l'Italie dans un programme européen de drones Male en vue d'une fabrication d'ici à 2025, ce qui permettrait de réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis.

En attendant, avec un feu vert américain pour Cognac, c'est l'ensemble du dispositif qui gagnerait en souplesse. L'armée française pourrait, par exemple, décider de faire intervenir simultanément deux drones dans la BSS, l'un piloté depuis Niamey, l'autre depuis la Charente.

Des escarmouches sur la fusion des régions

AQUITAINE

Les délibérations communes aux trois régions n'étaient pas du goût de l'opposition de droite et du centre, et d'une partie du Front de gauche

Il y avait comme une atmosphère de campagne électorale, hier, au Conseil régional d'Aquitaine. Mais seulement une atmosphère. Rien de bien flagrant, en vérité. On était loin du pugilat politique à six mois de l'élection, début décembre. Le ton est seulement monté lors de l'examen des comptes de la collectivité (lire ci-dessous). Ce sont même des élus du Front de gauche qui se sont parfois montrés plus rudes que l'opposition de droite et du centre, particulièrement lorsque l'assemblée a examiné une série de délibérations communes aux trois régions qui vont fusionner au 1^{er} janvier : Aquitaine, Limousin et

Poitou-Charentes.

Le communiste Alain Baché a par exemple déploré que l'on recherche « la caution des élus sans échanges et consultations des populations » à propos de ces textes sur la future grande région. « C'est un mauvais signal à la veille d'une consultation électorale », a-t-il déclaré, avant d'indiquer qu'il voterait contre avec sa camarade Isabelle Larrouy.

« Une délibération instituant Bordeaux comme la future capitale régionale a aussi été adoptée »

« Un élu doit décider, être un développeur, et pas consulter en permanence », s'est agacé le président socialiste Alain Rousset. Il venait juste de défendre le principe de ces délibérations communes votées dans les mêmes termes par les trois régions. « Elles n'engagent pas la future assemblée, mais elles doivent permettre au prochain exécutif d'avancer. »

Elles ont fixé par exemple des orientations communes en faveur de filières prioritaires, comme par exemple l'agriculture, le bois, l'aé-

ronautique, la santé, le numérique ou la silver économie. L'exécutif y a ajouté le tourisme, qu'il avait quelque peu oublié, à la demande de l'élu landais des Républicains, Arnaud Tauzin.

Il a également été question d'accompagnement des PME, d'un fonds commun de soutien pour la création et la croissance des entreprises, ou d'une stratégie pour le ferroviaire. « C'est un outil de travail pour la future assemblée autour des compétences de la grande région », a précisé Alain Rousset. Une délibération instituant Bordeaux comme la future capitale régionale a aussi été adoptée. « Il n'est pas question que le personnel soit transféré à Bordeaux », a tenu à déclarer le président aquitain pour rassurer les agents de Poitou-Charentes et Limousin.

« Avancer ensemble »

Mais l'opposition de droite n'a pas vu d'un très bon œil cette succession de délibérations sur la future grande région. Pour le groupe UMP-NC-CPNT, Michel Diefenbacher a expliqué qu'il ne pourrait pas « s'associer à la démarche ».

« Lorsque l'on fixe des priorités, il ne s'agit plus seulement de faciliter les travaux de la future assemblée.

C'est aux électeurs de fixer ces priorités, et pas à nous. Il s'agit d'un programme politique, et non de mesures techniques. »

« On a le sentiment que l'on veut forcer la main à la future assemblée. C'est de l'affichage et de l'hypercommunication », a déclaré pour le groupe Forces Aquitaine (Modem) Joan Taris, qui a également raillé « l'omniprésident » Alain Rousset. Ces deux groupes d'opposition n'ont pas pris part au vote.

En réponse, le socialiste Stéphane Delpeyrat-Vincent a invité les élus à « avancer ensemble » sur cette fusion et « ne pas regarder passer les trains ». Alain Rousset a, lui, réfuté les critiques sur une opération de communication : « Prenez ce travail pour ce qu'il est, un début d'harmonisation. »

C'est à peu près ce qu'ont fait les écologistes, même si Bernard Péré s'est aussi demandé quels étaient le sens et le statut de ces documents, puisque certains étaient des délibérations et d'autres, des communications. D'autant plus que l'un des dossiers assez fournis présentés par l'élue EELV Monique de Marco portait sur la transition énergétique à l'échelle des trois régions.

Bruno Béziat



L'assemblée a examiné une série de délibérations communes aux trois régions qui vont fusionner au 1^{er} janvier. PHOTO G. BONNAUD/ASOCI

La droite et le centre bataillent sur les finances

La présentation du compte administratif de l'année dernière, c'est-à-dire de l'état des finances du Conseil régional, a donné lieu aux échanges les plus musclés hier dans l'hémicycle. La vice-présidente Isabelle Boudineau a détaillé des indicateurs flatteurs pour la collectivité. La Région Aquitaine continue à investir en dépit de la baisse des recettes, mais elle a réduit ses dépenses de fonctionnement, à l'exception des charges de personnel. Enfin, il ne faut que deux ans à la col-

lectivité pour se désendetter, alors que l'on n'entre en général dans la zone rouge qu'à sept ou huit ans. L'opposition a cherché un angle d'attaque sur ces résultats salués par les agences de notation.

Joan Taris (MoDem) a ainsi souligné que la région en « avait sous le pied » et « aurait pu investir davantage, notamment pour les services de proximité ». Pour Michel Dieffenbacher (Les Républicains), la majorité aurait dû être au contraire encore plus

rigoureuse, « en commençant à réduire les dépenses de personnel » dans la perspective de la fusion. « Vous deviez suggérer à votre candidate de supprimer des postes », a rétorqué Alain Rousset. Nicolas Florian (LR), également adjoint d'Alain Jupé, a réclamé une réduction « des frais de personnel et non du personnel » et parlé d'un « document de propagande ». « C'est lamentable d'utiliser cette expression », s'est offusquée Isabelle Boudineau.

Bonneau dans le dur

CONSEIL DÉPARTEMENTAL La nouvelle majorité vote sa première décision budgétaire modificative aujourd'hui

BERTRAND RUIZ

b.ruiz@sudouest.fr

Ce matin, les conseillers départementaux se réunissent pour mettre aux voix la première décision budgétaire modificative de la mandature Bonneau. Clamé depuis la victoire de la droite et du centre en mars dernier, l'arrêt des investissements aux Thermes de Chassenon figure au menu des débats du jour. « Nous travaillons à réorganiser le fonctionnement » de Cassinomagus, répète aussi François Bonneau. « Actuellement, le budget de fonctionnement des Thermes de Chassenon se situe à 350 000 euros par an et grimpe à 600 000 euros si l'on rajoute les détachements. C'est trop, au regard de la fréquentation du site ».

Une volonté d'économie qui va toucher la quasi-totalité des « organismes satellites » du Département, à l'heure de la baisse drastique des dotations d'État (72 millions d'euros en 2013, 54 millions d'euros prévus en 2017). « Le compte administratif 2014 que nous allons voter ce jeudi est limpide. L'an passé, les recettes étaient en hausse de 3 % mais les dépenses augmentaient dans le même temps de 5 %. Le budget RSA a grimpé de 8,4 %, c'est une de nos inquiétudes pour les années à venir ».

François Bonneau veut porter les efforts sur les budgets de fonctionnement et dit vouloir maintenir l'in-

vestissement « pour que la Charente ne décline pas ». Mais le président du conseil départemental doit quand même se préparer à gérer quelques dossiers vaseux « hérités de la précédente mandature », précise-t-il...

Montagnes-Ouest

Il s'agit notamment du dossier Logélia, le bailleur social pris dans le feu des emprunts toxiques. « Une séance plénière extraordinaire sera organisée à la rentrée uniquement sur ce sujet », annonce François Bonneau.

Autre dossier sensible : le 3 juillet, l'établissement public foncier (EPF) va réclamer 2,6 millions d'euros à la

communauté de communes Braconne-Charente. L'EPF entend récupérer son dû. Il avait avancé la somme nécessaire à l'achat des terrains des Montagnes-Ouest de Champniers, future zone commerciale aménagée par la société d'économie mixte Territoires Charente, dont le département est l'un des actionnaires principaux.

« L'Assemblée générale de Territoires Charente ne s'est pas réunie pour approuver les comptes. Et nous n'avons eu aucune réponse à nos questions sur le volume des terrains réellement vendus aux Montagnes-Ouest ». Un flou qui intrigue François Bonneau...



François Bonneau présidera la séance aujourd'hui. PHOTO ANNE LACALD

« L'objectif est le retour à l'emploi durable »

EMPLOI Espace Intérim n'est pas une agence de travail temporaire comme les autres

DIDIER FAUCARD

d.faucard@sudouest.fr

Ordinairement, offrir aux intérimaires un accompagnement socioprofessionnel vers, si possible, un emploi durable n'est pas dans les compétences ou priorités des agences de travail temporaires, là avant tout pour répondre aux besoins des entreprises. Pourtant, c'est bien la mission que s'est fixée Espace Intérim, une agence pas tout à fait comme les autres.

« Tout a commencé dans les années 1986-87, par l'intermédiaire d'un groupe de militants, dont Jean-Pierre Plantevigne, l'ancien directeur de l'Aserc », indique Jean-Claude Escolar, le directeur d'Espace Intérim. Leur but ? Essayer de trouver des solutions ou (et) petits boulots pour les chômeurs. C'est ainsi qu'est née l'association Adresse qui a commencé à travailler avec les collectivités, les entreprises, les particuliers ou d'autres associations, proposant des chômeurs sur de petits boulots, « tout en offrant déjà à ces personnes un accompagnement pour accéder à l'emploi durable ».

Trois structures

Le chômage étant loin de diminuer, il a fallu à l'association s'adapter et proposer d'autres structures. C'est ainsi qu'une entreprise d'insertion Étape est née en 1990, ciblée sur le bâtiment et le nettoyage. « Le premier chantier d'insertion s'est déroulé en 1991. Il y en a eu trois au total, jusqu'en 1996. La première agence d'intérim a vu le jour en 1995 et en 1998



Une partie de l'équipe dans le jardin du bâtiment qui accueille les trois structures. (PHOTO D. F.)

est née l'association de services à la personne. »

Aujourd'hui, l'« hydre » a toujours trois têtes (1) : Adresse, qui met à disposition du personnel auprès des collectivités, associations et entreprises. « Nous avons employé 69 personnes en 2014, dont 32 sont sorties sur de l'emploi », indique Jean-Claude Escolar. Espace Intérim, deux agences présentes à Cognac et Barbezieux, qui compte 13 permanents et 614 salariés en insertion. Et, enfin, l'entreprise de services à domicile Proxim'Services qui emploie 45 personnes, dont 20 en CDI. « Ce sont des structures indépendantes mais qui travaillent en collaboration. »

Un accompagnement

On l'a dit, ce qui fait la spécificité de d'Espace Intérim, c'est cet accompagnement personnalisé dont bénéficie chaque intérimaire. « Il démarre dès la première mission et se poursuit tout au long du parcours chez

nous (qui peut aller jusqu'à deux ans, NDLR) », précisent Sophie Jolliet, responsable du site de Cognac, et Séverine Douet, de celui de Barbezieux. Un accompagnement qui se traduit par un travail autour du projet professionnel par la découverte de métiers via des stages ou l'intérim et les souhaits de formations. « Nous travaillons aussi sur la valorisation de leurs compétences, leur développement à travers des retours des suivis de missions. »

À côté de cela, il existe, également, tout un volet « périphérique » à l'emploi. « Tout ce que peut être un frein à ce retour durable à l'emploi : la mobilité, la garde d'enfants, la santé, le logement, en liaison avec nos partenaires locaux », explique Sophie Jolliet. Des actions collectives sont aussi menées : visites d'entreprises, en collaboration avec la Mission locale et Pôle emploi (Hennessy et les bouchages Delage en 2014), sensibilisation à l'hygiène et la sécurité, rappel de certaines règles et obligations

vis-à-vis des employeurs. « Les gens, quand ils viennent chez nous, savent à quoi s'attendre. Il y a un engagement réciproque, la personne doit s'engager dans une formation ou la recherche d'emploi, en plus des missions en intérim », affirment Sophie Jolliet et Séverine Douet. Le public concerné : « 40 % sont des jeunes de moins de 26 ans. Nous travaillons aussi avec des personnes handicapées. »

En 2014, 357 salariés ont quitté la structure, 201 ont trouvé un emploi, dont 65 en CDI, 72 en CDD, 29 en contrat aidé et 35 en intérim ; 34 sont partis en formation, 18 sont sortis pour diverses raisons : maladie, maternité... (2).

(1) Jean-Claude Escolar est directeur des trois structures, situées au 142, rue Henri-Fichon. Tél. 05 45 35 34 84.

(2) Pour le reste, 97 sont demandeurs d'emploi ou n'ont pas renseigné sur leur situation.

CHÂTEAUBERNARD

Le papillon de la Trêche a pris son envol

Sur le giratoire de la Trêche, un objet scintille en venant de la RN 141. Une fois bien engagé dans le rond-point, on l'identifie : c'est un papillon. Le coléoptère a pris ses aises lundi 15 juin, une fois le socle en ciment installé quelques jours auparavant. De curiosité, un camion en a même manqué sa sortie et la compagnie P'ti Tom, qui se produisait au Castel vendredi soir, en a fait écho dans sa revue de presse.

Cette imposante créature - 3,60 mètres de hauteur pour une longueur de 4,80 mètres - constituée de métal (ailes arrière, yeux et antennes) et de bois (corps, pattes, grandes ailes) maintenue par des câbles invisibles à l'œil nu, est le fruit d'un travail collectif. L'œuvre, qui a nécessité cent dix heures de labeur, a mobilisé les services techniques castelbernardins, soit 20 personnes.

Dynamique de groupe

L'idée a germé dans l'esprit de Julien Chaudet. Il est donc parti d'une notice permettant la réalisation d'un papillon... de 9 centimètres. Charge alors à Max Martinez de la menuiserie de passer du papier à la maquette en carton puis au format XXL en bois. L'astuce, il l'a trouvée non sans s'arracher les cheveux : utiliser un rétroprojecteur pour agrandir les formes. Tout doucement, le papillon a pris forme, chacun apportant sa pierre à l'édifice.

Et le directeur Éric Lausberg s'en réjouit. Cette dynamique de groupe, il l'a insufflée lors de l'inauguration du Castel pour la décoration de l'entrée tout



Le papillon du giratoire va sans doute être rejoint dans les prochains mois par une sauterelle et une abeille. PHOTOS S.B.

comme l'espace scénique. Sans oublier de préciser que le projet a été avalisé par les élus avec un autre préalable, dont on ne peut plus faire l'économie aujourd'hui, l'auscultation du papillon sous l'angle du coût et de la gestion du temps : « On est sur des deniers publics. »

Deux autres congénères

Le mystère du papillon élucidé, restait encore deux points à éclaircir. Pourquoi donc un papillon ? La ville est signataire de la charte « Terre saine Poitou-Charentes, votre commune sans pesticides » et est déjà affublée d'un premier papillon...

Une autre bizarrerie ? Le papillon ne trône pas au centre du giratoire. C'est qu'il risque d'être rejoint par deux autres congénères



Les trois maquettes

de même dimension : une sauterelle et une abeille. Et puisqu'on en est aux confidences : un deuxième papillon pourrait un jour se poser sur le giratoire de la base aérienne. Point de clin d'œil aux avions, mais une volonté d'égayer une autre entrée principale de la ville.

Sandra Ballan



Virginie Calmels, de l'ombre à la lumière

«Je suis pour ramener de l'humilité en politique» affirme l'ancienne PDG d'Endemol, aujourd'hui adjointe au maire de Bordeaux, Alain Juppé.

Photo Majid Bourzitt

■ Tête de liste UMP/UDI pour les prochaines régionales, Virginie Calmels a été capitaine d'industrie avant de plonger dans la politique ■ Surdouée dans les affaires, elle rêve de déboulonner Alain Rousset.

Ismaël KARROUM
à Bordeaux
i.karroum@charentelibre.fr

Nonce Paolini, le big boss de TF1, dit d'elle: «Sky is the limit». Comprenez, elle n'a aucune limite. Directrice financière de Numéricable à 27 ans, directrice générale déléguée de Canal+ à 31, PDG d'Endemol France à 36 et d'Endemol Monde à 41 ans. Et à 44? Étonnant virage, plongeon dans le grand bain de la politique: adjointe d'Alain Juppé à la ville de Bordeaux depuis mars 2014, candidate à la présidence de la future grande région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, imposée par Alain Juppé malgré les ambitions

du Modem Jean Lassalle et les persiflages sexistes d'Henri Guaino, l'ex-plume de Nicolas Sarkozy. Regard cristallin, celle qui brigue la présidence de la future grande région face au roc Alain Rousset s'étonne qu'on s'étonne: «Je crois à la politique. Je suis persuadée que l'on peut agir sur les choses, les transformer. Et notamment au niveau local, où l'on peut mesurer les résultats d'une politique». Aujourd'hui elle apprend, avec son «regard neuf». Dans son propre camp, quelques bonnes âmes notent, en croisant les doigts pour qu'elle ne se fasse pas manger par les petits cochons: «Ça se voit qu'elle ne vient pas de la politique». Elle assume, le revendique même. Lorsqu'en août 2013, Alain Juppé lui propose de rejoindre sa liste pour les municipales, elle reconnaît: «Je n'ai pas hésité longtemps. J'avais peur d'avoir des regrets et je ne suis pas femme à en avoir». Bye-bye la nouvelle carrière qui s'ouvrait à elle, avec un fonds anglosaxon qui visait des actifs dans les médias. Je devais mener les acquisitions et devenir PDG de ces entreprises». Elle cesse donc d'étudier, entre autres, le rachat du groupe Sud-Ouest, pour plonger dans ce nouveau monde.

Dans les pas d'Alain Juppé

Première étape dans l'ombre d'Alain Juppé, dont elle est l'adjointe chargée de l'économie, de l'emploi et de la croissance durable. On dit de lui qu'il est son parrain, on dit d'elle qu'elle est son Mazarin. Que c'est elle qui a déridé l'austère Premier ministre et façonné sa nouvelle image en lui ouvrant tout grand son carnet d'adresses dans les médias. «Caricature», peste-t-elle. «Je ne m'occupe pas de la communication d'Alain Juppé ni de ses relations presse. Je ne crois pas qu'il soit austère. Les gens lui ont collé cette étiquette il y a 20

ans, sans savoir si elle était fondée. Alain Juppé est chaleureux, il aime les gens, je le vois tous les jours à Bordeaux». Elle concède, admirative: «Par contre, il a une stature, un charisme, ce qui peut être intimidant. Ce n'est pas un homme à qui on tape dans le dos». Elle ne lui tape pas dans le dos, mais pourrait bien profiter de sa vague.

«Je remplis mes missions»

Elle aussi a du charisme. Le carré est sage, le regard perçant. Le ton assuré, direct, sans esquivé. Elle a mené des gros navires de l'industrie audiovisuelle et sait où elle va. Trois plans sociaux menés avant même d'avoir trente ans, dont deux à Canal+. «Sur le dernier, j'avais Bruno Gaccio et Daphné Rouillé face à moi. Canal, c'est pas la sidérurgie. Ceux qui sont partis n'ont pas pleuré. Il faut comprendre une chose: quand on fait partir 200 personnes, c'est pour stabiliser une entreprise et pérenniser l'emploi de milliers d'autres. Si on ne fait rien, ce sont des milliers d'emplois qui disparaissent. J'ai rempli ma mission, avec honnêteté, en étant juste et en expliquant les choses». Elle se taille alors une sacrée réputation de «costkillers». Elle sourit et se remémore: «A cette époque, j'ai pourtant reçu des mails quasi amicaux de la CGT qui me remerciaient de parler vrai». Ce n'est pas à cette époque qu'elle gagne ses galons de «dame de fer» ou de «Thatcher du PAF», deux expressions pas forcément agréables et carrément misogynes. C'est plutôt après, lorsqu'elle lance puis dirige Endemol, principal pourvoyeur d'émissions de télé-réalité. A l'époque de «Star Academy», «Secret Story», c'était elle la patronne. Dure en affaire, négociatrice rigide et donc «dame de fer». Elle lance: «On ne négocie pas des contrats à 200 millions avec des

Une campagne pour être efficace

C'est aujourd'hui que la commission d'investiture de feu l'UMP et désormais Les Républicains validera les douze têtes de liste départementales de l'équipe Calmels. Des têtes de liste qui seront présentées prochainement, lors d'un rassemblement à Ribérac, presque centre géographique de la future région. Pour la Charente, quère de suspense: Xavier Bonnefont, le maire d'Angoulême, devrait mener la bataille. Investie par Les Républicains, Virginie Calmels n'y a toujours pas sa carte. Le 3 juin, elle disait pourtant que ce n'était qu'une question de minutes. Les minutes durent, pour la juppéiste qui tarde à rejoindre le parti dirigé par Nicolas Sarkozy. «Les journées ne font que 24h, je n'ai pas encore ma carte mais c'est tout comme. Ils m'ont fait

confiance, nous avons la même famille de pensée politique». Mais aujourd'hui encore, elle se présente plutôt «associé civique». Dans le jeu des partis, gardera-t-elle sa liberté? Fera-t-elle plaisir à Jean Lassalle, le Modem qui se voyait chef de file, en lui octroyant la tête de liste des Pyrénées-Atlantiques? «Je ne suis pas là pour faire plaisir, mais pour être efficace et Jean Lassalle aurait sa légitimité comme tête de liste en Pyrénées-Atlantiques mais ce choix lui appartient. Moi, je suis là pour mener un projet collectif, d'union, dépasser les querelles d'appareils et faire ce qu'il y a de mieux dans les douze départements». Les listes complètes seront ensuite connues en septembre, pour une campagne éclair et un scrutin prévu les 6 et 13 décembre.

Une enfance à Jonzac

Ne lui dites pas que c'est une Parisienne parachutée dans le Sud-Ouest, elle se vexerait. «Je suis une provinciale qui, pour des raisons professionnelles, a dû aller à Paris et qui, aujourd'hui, revient dans sa région». Virginie Calmels est née à Talence en 1971. A six ans, ses parents déménagent à Jonzac, aux portes de la Charente, où elle passe toute son enfance. Bordeaux, Jonzac, puis Sup de co Toulouse, elle dit: «Je suis un pur produit du Sud-Ouest. J'aime la gastronomie du Sud-Ouest, le rugby, la corrida. Les vacances d'été, la Toussaint, Noël, ça a toujours été à Bordeaux. D'ailleurs, mon père est enterré ici». Divorcée, mère de deux enfants, elle parle avec émotion de ce père rapatrié d'Algérie en 1962, riche hier, sans le sou le lendemain. En Charente, elle a aussi deux demi-frères qu'elle ne connaît pas... Elle interrompt la question. Il est des fractures familiales qu'elle ne préfère pas réveiller.

brassées de roses. Ce que j'ai fait, je l'ai fait pour le bien de mes salariés, de mes actionnaires et de mes entreprises». Et elle note: «Dame de fer, c'est sûrement parce que je suis une femme. On dit de Nonce Paolini que c'est un "grand patron". Mais je n'ai jamais entendu l'expression conjuguée au féminin». Elle n'a pas tort. Les femmes d'ailleurs. Elle veut défendre leur place en politique, comme dans l'entreprise. Jusqu'aux plus hautes fonctions. A la présidence d'une grande région, par exemple. De Ségolène Royal, ex-présidente de Poitou-Charentes qui a brigué les plus hautes fonctions, elle refuse de dire du mal. Enfin presque. «Je n'aime pas les attaques ad hominem. Mais je considère que son bilan n'est pas bon. Je suis pour ramener de l'humilité en politique. L'humilité par exemple, c'est de ne pas jouer avec de l'argent public sur le dos

sier Heuliez pour une entreprise qui dépose ensuite le bilan». Ses entreprises à elle n'ont jamais déposé le bilan. L'entreprise, elle y est toujours solidement ancrée. «Comme le dit Jean-Pierre Raffarin, Alain Rousset parle de l'emploi alors que, moi, je le fais». Elle préside le conseil de surveillance d'Eurodisney - «15.000 salariés et une ouverture internationale», fait partie des conseils d'administration de Free et Technicolor. Elle promet: «Si je suis élue à la présidence de la région, j'abandonnerai ces deux derniers postes et mon poste d'adjointe à la mairie de Bordeaux». Et si elle perd, ce que professe un sondage Sud-Ouest/Ifop publié la semaine dernière, siègera-t-elle sur les bancs de l'opposition ou trouvera-t-elle que ça manque de sel? «Je serai leader de l'opposition». Mais elle ne vise qu'une place: la première, comme à chaque fois.

La Fnaca rencontre les parlementaires

La fédération ont transmis à Martine Pinville et Marilyne Reynaud leur souhait de conserver le 19 mars pour date de commémoration.

C'est une tradition: les dirigeants du comité charentais de la Fnaca (fédération nationale des anciens combattants d'Algérie) rencontrent annuellement les députés et sénateurs pour leur faire part de leurs préoccupations. Cette année, le président Lepetit a voulu innover en invitant tous les adhérents dans une formule «forum», à Gond-Pontouvre: «Chacun peut ainsi s'exprimer et poser des questions en direct.» Pendant deux heures, les interventions se sont succédé pour évoquer les modalités de versement de l'aide sociale complémentaire, la revalorisation du point pour la pension militaire d'invalidité ou les déductions fiscales applicables aux veuves d'anciens combattants.

Martine Pinville - pas encore ministre à ce moment- et Marilyne Reynaud, députées des 1^{re} et 2^e circonscriptions, ont pris note des différentes questions et se sont engagées à questionner ensemble et par écrit le secrétaire d'État en charge des anciens combattants.

Au cours de cet échange, la controverse à propos des deux dates de commémoration, le 5 décembre et le 19 mars, instituées suc-



Le Président Lepetit entouré des deux députées Martine Pinville et Maryline Reynaud.

Photo CL

cessivement pour rendre hommage aux victimes de la guerre d'Algérie, a ressurgi. François Lepetit a rappelé que le 5 décembre a été fixé à la mémoire des militaires morts en Afrique du Nord: «Le 5 décembre a été choisi parce que c'est le jour de l'inauguration du mémorial du quai Branly à Paris par le Président Chirac, en 2002, mais cette date n'a pas de rapport avec les événements en Algérie. En revanche, le 19 mars 1962 fut le jour du ces-

sez-le-feu à Alger et cette date paraît beaucoup plus symbolique. Ces deux dates de commémoration actuellement en vigueur sont source de confusion et certains maires ont décidé de ne plus organiser de cérémonies.»

Les dirigeants de la Fnaca reprendront contact avec les parlementaires dans quelques semaines pour avoir les résultats de leurs démarches.

Jean-François CHARRIER

À Châteaubernard. «Vivre le cognac autrement»: Une seconde vie est offerte aux matériaux liés à l'économie du cognac au Jardin respectueux. Sur réservation. Le Jardin respectueux, 65, rue de Bellevue, à 10h. Entrée gratuite. 05 45 80 81 15.